



DISCOURS

L'eau : aux élus la stratégie, aux professionnels l'exploitation

Intervention au Congrès des élus sur l'eau — Jocelyn SAPOTILLE, Président de l'AMG · durée ≈ 11 minutes

*Monsieur le Président du Congrès,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mes chers collègues élus,
Mesdames, Messieurs,*

Dans chacune de nos communes, il est un geste que nos concitoyens ne devraient jamais avoir à redouter : ouvrir un robinet. En Guadeloupe, ce geste si simple est devenu une loterie quotidienne. Je n'ai pas besoin de vous décrire cette réalité : vous la vivez, comme moi, dans le regard de vos administrés.

Aussi ne suis-je pas venu ajouter un constat à tous ceux que nous connaissons déjà. Le diagnostic, nous le partageons. Plus d'un litre d'eau sur deux perdu avant le robinet. Un réseau qu'il faudrait des décennies à rénover. La CRC parle de 200 ans si on garde le rythme actuel. De quoi désespérer plusieurs générations. Des comptes durablement déséquilibrés. Tout cela, nous le savons.

Ce que je viens vous dire, c'est que derrière la crise de l'eau s'en cache une autre, dont on parle moins : une crise de responsabilité. Depuis trop longtemps, nous confondons deux choses qui n'auraient jamais dû

l'être — la stratégie et l'exploitation. Tant que durera cette confusion, aucun plan, aucun financement, aucune réforme ne tiendra. Un Congrès des élus n'a de sens que s'il tranche cette question de principe.

• • •

Disons-le sans détour : **exploiter l'eau est un métier**. Produire, distribuer, réparer les réseaux, conduire les ouvrages — cela ne s'improvise pas. C'est l'affaire de professionnels : en régie, en délégation, ou sous tout autre forme. Si nous voulons que ce travail soit bien fait, ayons l'humilité de le leur confier pleinement — et cessons de nous y substituer.

Car notre mission, à nous élus, est ailleurs. Elle est de celles que nul ne peut exercer à notre place : la stratégie. La vision. Le contrôle. Le suivi. La tarification, la péréquation. Et c'est là — ayons aussi le courage de le reconnaître — **c'est là que les élus ont failli**. Des élus ont failli là, depuis 30 ans, et au lieu de se corriger sur la mission de l' élu, certains ont cru qu'en faisant à la place des professionnels ils feraient mieux. Le résultat est là, ça ne marche pas ainsi. Des opérateurs, certes, ont été aussi responsables de cet échec, mais ils l'ont été parce que des élus ont laissé faire.

Et que l'on ne réduise pas ce débat à une question d'argent. De l'argent, mes chers collègues, pour les investissements il y en faudra encore. Mais si nous voulons en avoir demain, il nous faut apprendre, dès aujourd'hui, à bien le dépenser. Car le problème est aussi là, et il faut le nommer : **l'argent que nous avons eu, a été mal dépensé. L'argent qui devrait servir à investir et à réparer les réseaux fuit dans les dysfonctionnements comme l'eau fuit sous terre dans les réseaux.**

• • •

Bien dépenser, cela commence par un opérateur qui fonctionne. À l'Association des Maires de Guadeloupe, nous avons porté, et nous portons toujours, la demande d'une régie unique. Cette régie, nous l'avons obtenue. Mais nous l'avons obtenue sur le papier, par délibération — pas encore dans les faits. Or une régie qui n'exploite pas n'est qu'une coquille. Et tant qu'elle ne fonctionne pas, les centaines de millions annoncés n'ont aucun moyen de devenir de l'eau au robinet.

Alors nous proposons, que ce Congrès se donne un calendrier — et qu'il s'y tienne. Une direction de la régie installée sous six mois : un délai ferme, qui devra être respecté. À sa tête, **non pas un débutant**, mais une femme ou un homme qui connaît le métier de l'eau, qui a déjà affronté de grands défis, et qui a le courage des décisions difficiles. L'ampleur de la tâche commande ce profil, et nul autre. Il faut aussi que les moyens transférés à la régie le soient à la juste mesure de ses besoins, dans un dialogue social apaisé. Entre l'autorité politique et l'exploitant le lien devra être un contrat d'objectifs aux résultats mesurables — car ce sont les résultats, et non les intentions, qui diront la réussite ou l'échec.

• • •

J'en viens à une deuxième doctrine : l'eau doit pouvoir payer l'eau — le service doit, à terme, couvrir son fonctionnement. Mais on ne fait pas payer sans confiance. Et la confiance, aujourd'hui, est rompue : il faut la réinventer. Car disons-le : l'eau est trop chère, son prix est trop inégal et sa qualité à certains endroits fait trop souvent défaut. **L'eau doit redevenir une denrée de qualité à la portée de tous.**

Concrètement, trois tranches : l'eau essentielle — vitale —, à prix symbolique pour chaque foyer guadeloupéen ; l'eau utile, au prix

coûtant du service ; l'eau de confort, plus chère. Reste à fixer le seuil pour chaque tranche.

• • •

Mais, mes chers collègues, **on ne peut pas parler d'eau sans parler d'assainissement**. L'eau que nous prélevons, nous la rendons à la terre ; et un assainissement défaillant détruit la ressource même que nous prétendons protéger.

• • •

Et permettez-moi un mot de gravité. Refuser délibérément l'eau à des habitants, quand un maire ou un président d'intercommunalité dit : « laissez-moi faire, je peux payer, je peux faire » — cela est triste, cela est malheureux. Et ceux qui souffrent le vivent comme une méchanceté. **Nous valons mieux que cela**. Alors, en attendant que la régie monte en puissance, permettons dès demain à ceux qui le veulent — maires, présidents d'EPCI — de porter l'eau aux familles qui souffrent. Ce n'est pas renier le principe : c'est du pragmatisme, et de l'intelligence opérationnelle. Le principe organise demain mais il n'a pas le droit de faire attendre ceux qui souffrent aujourd'hui.

• • •

Nous, les maires, ne voulons pas seulement demander. Nous voulons être des interlocuteurs et des acteurs — consultés, écoutés — car lorsque l'eau manque, c'est nous, toujours, que l'on interpelle les premiers. Alors nous nous engageons : à faciliter les chantiers, à combattre les branchements illicites, à exercer notre police de l'assainissement, à porter la pédagogie de l'eau. En retour, nous demandons la transparence — un tableau de bord public, pour que chacun rende

compte — et la clarté sur notre rôle. Car on décide mieux ensemble, à condition de ne jamais diluer la responsabilité de chacun.

• • •

Mes chers collègues, tout tient en une phrase, et je la répète : **aux élus la stratégie** — le contrôle, le suivi, la tarification, la péréquation, l'investissement, le financement, la ressource, l'assainissement ; **aux professionnels l'exploitation**. La régie unique fut une décision juste ; il nous reste à la rendre réelle, à lui confier l'eau comme l'assainissement, et à cesser, enfin, d'entretenir la confusion des rôles.

C'est à ce prix — et à ce prix seulement — que l'eau reviendra au robinet. Et que ce Congrès, **aura tenu sa promesse**.

Je vous remercie.

Jocelyn SAPOTILLE

Président de l'Association des Maires de Guadeloupe